

Extrait du site UGTG.org

url :Ã <http://ugtg.org/spip.php?article222>

TravayÃ" ni rÃ©zon goumÃ©

- Expressions - Tracts -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mardi 27 mars 2007

Mis Ã jour le : vendredi 5 septembre 2008

UGTG.org

Les agents de la Chambre de Mã©tiers, les salariã©s des cliniques privã©es, les agents de sã"retã© et de sã©curitã© de lâEuros"ã©roport, mais aussi les ex-salariã©s de la Ferme de Campã©che regroupã©s en Association de Dã©fense de leur outil de travail et de leur emploi, les salariã©s de Canella Beach, les salariã©s de lâEuros"AFPA, savent quã©ils ne pourront compter que sur leur dã©termination et leur mobilisation.

Les Salariã©s de lâEuros"Hã"tel CANELLA BEACH

[\[JPEG\]](#)Cã©est pour obtenir lâEuros"annulation de la dã©cision de licenciement du 06 Fã©vrier 2006 de la Camarade Dã©lã©guã©e UTHTR-UGTG Mirielle CHARLES-MALEZIEU, que lâEuros"UTHTR-UGTG appelle les adhã©rents et militants ã" se prã©parer ã" la grã©ve.

Car par 3 dã©cisions : du Tribunal dã© Instance de Pointe-ã" Pitre en date du 27 Juin 2006, de la Direction Dã©partementale du Travail et de lâEuros"Emploi en date du 31 Aoã"t 2006, du Ministã"re de lâEuros"Emploi, de la Cohã©sion Sociale et du Logement en date du 02 Mars 2007, la Direction de lâEuros"Hã"tel CANELLA BEACH a ã©tã© condamnã©e ã" organiser les ã©lections du Comitã© dã© Entreprise, ce qui rã©tablit Mirielle dans tous ses droits de salariã©e protã©gã©e, et pourtant elle a ã©tã© licenciã©e sans autorisation de lâEuros"Inspection du Travail et sans consultation des institutions reprã©sentatives du personnel.

Cã©est bien pour toutes ces raisons que nous rã©clamons lâEuros"annulation de la dã©cision de licenciement et la rã©intã©gration de la Camarade Dã©lã©guã©e UTHTR-UGTG, sans dã©lai.

Grã©ve des cliniques privã©es

Cã©est pour obtenir un salaire de 1.200,00 â" net pour les agents de service et les brancardiers, soit une augmentation de 100 â" pour tous les salariã©s, que les Travailleurs des cliniques sont en grã©ve depuis le 15 janvier 2007.

Les patrons ne proposent que 1% soit ã" peine 14 â" pour un brancardier, alors que le coã"t de la vie a augmentã© en Guadeloupe de 2,5% au 31 dã©cembre 2006. Les cliniques privã©es sont financã©es entre 35% et 70% par les fonds publics. En 2002, ils ont bã©nã©ficiã© de 1,6 millions dã© euros afin de les aider ã" payer les salaires des personnes qualifiã©es.

YO NI Rã©ZON GOUMã©.

Lã© UTS-UGTG appelle ã" une journã©e de grã©ve et de mobilisation le :

MARDI 03 AVRIL 2007 - 6 H

RASSEMBLEMENT DEVANT LA CLINIQUE DE CHOISY AU GOSIER.

Sovã© Fã"wm Campã©che

Cela fait plus dâEuros"un an que dix-huit (18) salariÃ©s de la Ferme de CampÃªche, mÃªres et pÃªres de famille, se battent pour la reprise de leur outil de travail, refusant ainsi de grossir le rang des 50.000 chÃªmeurs de Guadeloupe.

NâEuros"ONT-ILS PAS RAISON ?

Quand on sait que cette unitÃ© avicole reprÃ©sentait plus de 60% de la production locale en Ã©ufs frais

Quand on sait que la Guadeloupe est contrainte dâEuros"importer, pratiquement 80% de sa consommation en Ã©ufs, câEuros"est-Ã© -dire en Ã©ufs rÃ©frigÃ©rÃ©s, avec une dÃ©rogation ; alors que ce type de produit est interdit sur le territoire franÃ§ais.

MalgrÃ© la garantie de 700.000 â€ accordÃ©e par les collectivÃ©s locales pour lâEuros"acquisition du foncier, le 31 janvier 2007, leur dossier a Ã©tÃ© rejetÃ© par le Tribunal de Commerce de Pointe-Ã©-Pitre.

Il leur est reprochÃ© lâEuros"absence de justificatifs concernant le million dâEuros"euros nÃ©cessaire au dÃ©marrage dâEuros"exploitation.

Nous nâEuros"avons aucune certitude que la ferme sera attribuÃ©e Ã© ces salariÃ©s, mÃªme sâEuros"ils justifient de cette somme le jeudi 05 avril 2007, jour de lâEuros"appel

quâEuros"ils ont interjetÃ©, car il leur est aussi reprochÃ© dâEuros"avoir constituÃ© une SociÃ©tÃ© Anonyme SimplifiÃ©e avec un capital de 37.000 â€, financÃ©e de leurs seuls deniers, alors que câEuros"est la somme requise pour toute constitution dâEuros"une SociÃ©tÃ© Anonyme SimplifiÃ©e.

AN NOU BA YO FOS

DOUVAN TRIBINAL LAPWENT

LA FORMATION A LA DERIVE

Les deux (2) grands organismes de formation pour les guadeloupÃ©ens quittant le cursus scolaire sans diplÃ´me, sont paralysÃ©s. A qui profite le crime ?

Les SalariÃ©s de lâEuros"AFPAG RÃ©gion Guadeloupe

[\[JPEG\]](#)Le personnel de lâEuros"AFPAG en grÃªve depuis le 07 fÃ©vrier 2007,

[-] dÃ©nonce la gestion chaotique la prÃ©sidente Lucie MAJOR

[-] dÃ©nonce les mauvaises conditions de travail et des locaux insalubres

[-] dÃ©nonce le soutien de Victorin LUREL, PrÃ©sident de la RÃ©gion Ã© lâEuros"actuelle prÃ©sidente.

Travayã" ni rã0zon goumã0

Par Ordonnance du 20 mars 2007, le Tribunal de Grande Instance de Pointe-Ã -Pitre a donnã0 raison au personnel en dã0signant un Administrateur Provisoire Ã lâEuros"AFPAG. Sa mission est dâEuros"Ã0lire le Conseil dâEuros"Administration de lâEuros"AFPA. Premiã"re Victoire !!!

LA CHAMBRE DE METIERS

Aprã" cinq (5) mois de grã"ve, le personnel en grã"ve rã0clame la titularisation des contractuels, vacataires et emplois jeunes.

Mã"me si un accord a Ã0tã0 actã0 dans un protocole sur ce point, la grã"ve continue, car le personnel rã0clame :

[-] le respect des instances reprã0sentatives au personnel

[-] la rã0gularisation de la Prã0voyance

[-] le respect du Protocole dâEuros"Accord signã0 le 14 juin 2002

[-] le respect du statut.

Joã« I LOBEAU, Prã0sident de la Chambre de Mã0tiers fuit les nã0gociations depuis cinq (5) mois. Nous comprenons trã"s bien, dans ces deux (2) conflits qui touchent Ã la formation, lâEuros"implication directe de Victorin LUREL, Prã0sident de Rã0gion.

Comment pouvons-nous comprendre quâEuros"on laisse pourrir un conflit alors que ces deux (2) organismes forment plus de 3.200 Guadeloupã0ens par an (2.000 adultes et 1.200 apprentis).

TRAVAYE NI Rã0ZON GOUMã0 !

Participons massivement au Meeting du

MARDI 03 AVRIL 2007 âEuros" 19 H

DOUVAN LOKAL A UGTG

Mobilisons-nous pour sauver la Ferme de Campã"che

LE JEUDI 05 AVRIL 2007 - 8 H

DEVANT LE TRIBUNAL DE POINTE-A-PITRE.

P-Ã -P, le 27/03/07

UGTG